Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
2 X 1957
- 1 -
Transmis à M. coordination (1)
Overgemaakt aan de H.

MTL. L.5911/2.

ROYAUME DE BELGIQUE. KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 21 septembre 1957, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'admissibilité des services antérieurs prestés par les secrétaires communaux, les receveurs communaux, les commissaires de police et les commissaires de police adjoints", a donné le 25 septembre 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 21e september 1957 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de inaanmerkingneming van vroegere diensttijd vervuld door de gemeentesecretarissen, de gemeenteontvangers, de politiecommissarissen en de adjunct-politiecommissarissen", heeft de 25e september 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet pourvoit à l'exécution des articles 111, § 2, 2°, 122, alinéa 4, et 127 bis, alinéa 5, de la loi communale, et des articles 11, alinéa 1er, et 12, alinéa 1er, de la loi du 3 juin 1957.

L'arrêté doit être pris le 27 septembre au plus tard en vertu de l'article 11, alinéa 1er, de la loi du 3 juin 1957.

\+

\+ +

Dans le délai extrêmement bref qui lui est laissé, le Conseil d'Etat ne peut que suggérer d'apporter au projet les modifications de texte qui ressortent de la comparaison du texte ci-après avec le texte établi par le Gouvernement.

Ces modifications tendent à traduire plus clairement et plus complètement les intentions du Gouvernement.

A l'article 5, notamment, le Gouvernement entend, à titre transitoire, que le complément de traitement des agents en fonction au 27 juin 1957, date de la publication de la loi du 3 juin au Moniteur belge, soit déterminé par la somme qu'il avait atteinte à ce moment en vertu des diverses dispositions en vigueur, dans tous les cas où il apparaît que ce complément était plus élevé que celui qui serait calculé conformément aux articles 1er à 4 du projet.

\+

\+ +

.../...

L'article 2, 5°, définit trois expressions dont le projet n'use pas.

Cette disposition devrait être revue. Sans doute veut-on définir les divers emplois visés à l'article 1er.

\+

\+ +

Arrêté royal relatif à la détermination du complément de traitement des secrétaires communaux, des receveurs communaux, des commissaires de police et des commissaires de police adjoints.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi communale, notamment les articles 111, § 2, 2°, 122, alinéa 4, et 127 bis, alinéa 5, modifiés par la loi du 3 juin 1957;

Vu les articles 11 et 12 de la loi du 3 juin 1957 modifiant la loi communale et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'ancienneté acquise par les secrétaires communaux, par les receveurs communaux, par les commissaires de police et par les commissaires de police adjoints dans des emplois de l'Etat, de la Colonie, des provinces, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes, ainsi que dans des emplois communaux autres que leur emploi actuel, est supputée pour le calcul de leur complément de traitement lorsqu'elle est formée de services effectifs prestés, sans interruption volontaire, soit comme titulaires civils ou ecclésiastiques d'une fonction rémunérée et comportant des prestations complètes, soit comme militaires de carrière.

Ne sont cependant pas admissibles les services prestés avant le 1er du mois suivant celui au cours duquel l'agent a atteint l'âge de 25 ou de 21 ans, selon que le maximum de son échelle de traitements atteint ou n'atteint pas le maximum légal des traitements des secrétaires en fonctions dans les communes de 10.001 à 15.000 habitants.

Article 2.-

... (comme au projet du Gouvernement, sous réserve de l'observation faite ci-dessus) ...

.../...

Article 3.-

Les services admissibles sont totalisés, puis décomposés :

1° en années mineures, égales au nombre des années contenues dans l'ancienneté totale et entièrement couvertes par des services prestés dans une ou plusieurs fonctions comportant une échelle de traitements dont le maximum est inférieur aux neuf dixièmes du maximum légal du traitement afférent à l'emploi actuel de l'agent;

2° en années majeures, égales au nombre des années contenues dans l'ancienneté totale et entièrement couvertes par des services prestés dans une ou plusieurs fonctions comportant une échelle de traitements dont le maximum est au moins égal aux neuf dixièmes du maximum légal du traitement afférent à l'emploi actuel de l'agent.

Si le total des parties d'années restantes forme une période égale ou supérieure à une année, celle-ci est comptée comme année majeure.

Pour l'application du présent article, le grade dont l'agent était provisoirement revêtu du chef de l'exercice d'une fonction supérieure n'est pas pris en considération.

Article 4.-

Le complément est égal à la somme des deux produits de la multiplication, par le nombre des années mineures et par le nombre des années majeures, des

.../...

montants correspondant aux fractions suivantes du maximum légal des traitements des secrétaires en fonctions dans les communes de 1251 à 1500 habitants :

Emplois auxquels est afférent un traitement dont le maximum légal est :			
supérieur au maximum légal des traitements des secrétaires en fonctions dans les communes de :	et inférieur ou égal au maximum légal des traitements des secrétaires en fonctions dans les communes de :	Par année mineure.	Par année majeure.
a. 1001 à 1250 hab.	2001 à 2500 hab.	18/1800	24/1800
b.		24/1800	40/1800
c.		24/1800	48/1800
d.	(les autres chiffres comme dans	30/1800	60/1800
e.	le tableau du projet du	60/1800	90/1800
f.	Gouvernement) .	90/1800	120/1800

Pour les emplois auxquels est afférent un traitement dont le maximum légal est équivalent ou inférieur au maximum légal des traitements des secrétaires en fonctions dans les communes de 1001 à 1250 habitants, chaque année mineure et chaque année majeure sont cotées par rapport aux montants prévus pour les emplois visés au littera a du tableau précédent, dans les proportions suivantes :

- communes de 300 habitants ou moins : 55 p.c.
- communes de 301 à 500 habitants : 65 p.c.
- communes de 501 à 750 habitants : 75 p.c.
- communes de 751 à 1000 habitants : 82,5 p.c.
- communes de 1001 à 1250 habitants : 92,5 p.c.

.../...

Article 5.-

Transitoirement, les secrétaires communaux, les receveurs communaux, les commissaires de police et les commissaires de police adjoints en fonctions lors de la publication de la loi du 3 juin 1957 et qui, à ce moment, bénéficiaient d'un complément de traitement pour ancienneté plus élevé que celui qui leur serait alloué en vertu des articles précédents, reçoivent un complément de traitement dont le montant est égal à celui qu'ils percevaient lors de la publication de la loi, aussi longtemps que ce dernier demeure plus élevé que le complément établi conformément aux articles précédents.

Article 6.-

Le présent arrêté s'applique à dater du jour de l'entrée en fonctions des agents, sans cependant que ses effets puissent être antérieurs au 1er janvier 1955.

Article 7.-

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

Het ontwerp voorziet in de uitvoering van de artikelen 111, § 2, 2°, 122, vierde lid, en 127bis, vijfde lid, van de gemeentewet en van de artikelen 11, eerste lid, en 12, eerste lid, van de wet van 3 juni 1957.

Krachtens artikel 11, eerste lid, van de wet van 3 juni 1957 dient het besluit uiterlijk 27 september te worden genomen.

\+

\+ +

Binnen de uitermate korte tijd die hem is gelaten, kan de Raad van State niet meer doen dan enige tekstwijzigingen in overweging geven; deze zullen blijken uit een vergelijking van de hiernavolgende tekst met die van de Regering.

Zij strekken er toe de bedoeling van de Regering duidelijker en vollediger tot uiting te brengen.

In artikel 5 met name bedoelt de Regering, dat het weddecomplement van ambtenaren die in dienst waren op 27 juni 1957, dit is op de dag van de bekendmaking der wet van 3 juni in het Belgisch Staatsblad, bij overgangsmaatregel wordt bepaald door het op dat tijdstip krachtens de geldende voorzieningen bereikte bedrag, voor alle gevallen waarin blijkt dat dit complement hoger was dan het bedrag dat berekend zou worden overeenkomstig de artikelen 1 tot 4 van het ontwerp.

.../...

Artikel 2, 5°, geeft de begripsbepaling van drie uitdrukkingen, die het ontwerp niet gebruikt.

Deze bepaling behoort te worden herzien. Wellicht is de bedoeling de verschillende in artikel 1 genoemde betrekkingen te omschrijven.

\+

\+ \+

Koninklijk besluit betreffende de vaststelling van het weddecomplement van gemeentesecretarissen, gemeenteontvangers, politiecommissarissen en adjunct-politiecommissarissen.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de gemeentewet, inzonderheid op de artikelen 111, § 2, 2°, 122, vierde lid, en 127bis, vijfde lid, alle gewijzigd bij de wet van 3 juni 1957 ;

Gelet op de artikelen 11 en 12 van de wet van 3 juni 1957 tot wijziging van de gemeentewet en van de wet van 24 december 1948 betreffende de gemeentelijke en provinciale financiën ;

Gelet op het advies van de Raad van State;

... /...

Op de voordracht van onze Minister van Binnenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De anciënniteit die gemeentesecretarissen, gemeenteontvangers, politiecommissarissen en adjunct-politiecommissarissen hebben verkregen in betrekkingen van de Staat, de Kolonie, de provincie en de onder provinciën en gemeenten ressorterende openbare rechtspersonen, alsmede in andere gemeentebetrekkingen dan hun huidig ambt, wordt voor de berekening van hun weddecomplement in aanmerking genomen wanneer zij gevormd wordt door werkelijke diensten, die zij zonder vrijwillige onderbreking hebben verricht hetzij als burgerlijk of geestelijk titularis van een bezoldigd ambt met volledige prestaties, hetzij als beroepsmilitair.

Niet medegerekend worden echter de diensten verricht vóór de eerste der maand volgend op die, waarin de ambtenaar de leeftijd van 25 of 21 jaar heeft bereikt, naargelang het maximumbedrag van zijn weddeschaal al dan niet het wettelijk maximumbedrag der wedden van de secretarissen werkzaam in gemeenten met 10.001 tot 15.000 inwoners bereikt.

Artikel 2.-

.... (Tekst van het Regeringsontwerp, onder voorbehoud van de gemaakte opmerking)...

.../...

Artikel 3.-

De in aanmerking te nemen diensten worden samengeteld en daarna onderverdeeld :

1° in mindere jaren, gelijk aan het aantal in de totale anciënniteit begrepen jaren, die ten volle gedekt zijn door diensten verricht in een of meer ambten waarop een weddeschaal staat, waarvan het maximumbedrag lager is dan negen tiende van het wettelijk maximumbedrag der aan de huidige betrekking van de ambtenaar verbonden wedde;

2° in meerdere jaren, gelijk aan het aantal in de totale anciënniteit begrepen jaren, die ten volle gedekt zijn door diensten verricht in een of meer ambten waarop een weddeschaal staat, waarvan het maximumbedrag ten minste gelijk is aan negen tiende van het wettelijk maximumbedrag der aan de huidige betrekking van de ambtenaar verbonden wedde.

Bedraagt het totaal der overblijvende jaargedeelten één jaar of meer, dan wordt dit als meerder jaar aangerekend.

Voor de toepassing van dit artikel wordt de graad, die de ambtenaar voorlopig bekleedde wegens uitoefening van een hogere functie, buiten beschouwing gelaten.

.../...

Artikel 4.-

Het complement is gelijk aan de som van de twee produkten die verkregen worden wanneer de bedragen overeenstemmend met de onderstaande breukgedeelten van het wettelijk maximumbedrag der wedden van secretarissen werkzaam in gemeenten met 1251 tot 1500 inwoners, vermenigvuldigd worden met het aantal mindere jaren en het aantal meerdere jaren.

Betrekkingen met een wedde waarvan het wettelijk maximumbedrag :

	hoger is dan het wettelijk maximumbedrag der wedden van secretarissen werkzaam in gemeenten met :	en lager is dan of gelijk is aan het wettelijk maximumbedrag der wedden van secretarissen werkzaam in gemeenten met:	Per minder jaar	Per meerder jaar
a.	1001 tot 1250 inw.	2001 tot 2500 inw.	18/1800	24/1800
b.			24/1800	40/1800
c.			24/1800	48/1800
d.	(de overige cijfers zoals in de tabel		30/1800	60/1800
e.	van het Regeringsontwerp)		60/1800	80/1800
f.			90/1800	120/1800

Voor betrekkingen met een wedde waarvan het wettelijk maximumbedrag gelijkwaardig is met of lager is dan het wettelijk maximumbedrag der wedden van secretarissen werkzaam in gemeenten met 1001 tot 1250 inwoners, wordt het bedrag voor elk minder jaar en elk meerder jaar, in verhouding tot de bedragen, geldend voor de betrekkingen bedoeld onder a van bovenstaande tabel, vastgesteld als volgt :

- gemeenten met 300 inwoners of minder : 55 t.h.
- gemeenten met 301 tot 500 inwoners : 65 t.h.
- gemeenten met 501 tot 750 inwoners : 75 t.h.
- gemeenten met 751 tot 1000 inwoners : 82,5 t.h.
- gemeenten met 1001 tot 1250 inwoners : 92,5 t.h.

.../...

Artikel 5.-

Als overgangsmaatregel ontvangen gemeentesecretarissen, gemeenteontvangers, politiecommissarissen en adjunct politiecommissarissen, die bij de bekendmaking van de wet van 3 juni 1957 in dienst waren en die toen wegens anciënniteit een hoger weddecomplement ontvingen dan hun overeenkomstig de voorgaande artikelen zou worden toegestaan, een weddecomplement waarvan het bedrag gelijk is aan het weddecomplement dat zij bij de bekendmaking van de wet ontvingen, zolang dit laatste hoger blijft dan het overeenkomstig de voorgaande artikelen voorgestelde complement.

Artikel 6.-

Dit besluit vindt toepassing vanaf de dag waarop de ambtenaren in dienst zijn getreden, maar mag geen uitwerking hebben vóór 1 januari 1955.

Artikel 7.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

:R. L.5911/2.

ıa chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

lessieurs : F.LEPAGE,		conseiller d'Etat,	président
.e Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	L.MOUREAU,	assesseurs de la section de législation,	
	G.HOLOYE,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	A.BERNARD,	assesseurs de la section de législation,	
	Ch.VAN REEPINGHEN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
adame : J.DE KOSTER,		greffier adjoint,	greffier
evrouw :		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerandaise a été vérifiée sous le ontrôle de M.F.LEPAGE.

Le rapport a été présenté par .G.BOLAND, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.F.LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H.G.BOLAND, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J.DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F.LEPAGE.